

PROJET DE LOI PORTANT RÉGIME ÉLECTORAL EN DÉBAT AU SÉNAT

Que décideront les sénateurs ?

Les tant controversés projets de loi portant régime électoral et Haute instance indépendante de surveillance des élections seront, dès demain dimanche, en débat au Conseil de la nation.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un passage qui ne risque pas d'écorcher, ne serait-ce que symboliquement, lesdits textes tant l'opposition est réduite au niveau de cette Chambre à une représentation symbolique incarnée principalement par les quatre sénateurs du FFS. Deux textes qui, pour rappel, ont été validés dans leurs versions gouvernementales ou presque à l'APN malgré les vives protestations et contestations de l'opposition parlementaire.

Et des deux textes, celui portant régime électoral a retenu tout l'intérêt tant, de par certaines de ses dispositions «liberticides», selon l'opposition, aura inévitablement une

incidence sur la scène politique nationale qui sera reconfigurée après les prochaines échéances électorales prévues l'année prochaine (élections législatives et locales).

Notamment celle instituant le seuil de 4% de suffrages exprimés lors des précédents suffrages exigé pour tout parti désireux de prendre part aux prochains scrutins, faute de quoi, ceux-ci étant astreints à la collecte de nombre de paraphes d'électeurs.

A un certain moment, il était question d'un engagement solennel du chef du groupe parlementaire du FLN pour la suppression purement et simplement de ces deux articles. Pour peu, a précisé Mohamed

Djemaï, que les députés de l'opposition «inondent» la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'APN, d'amendements allant dans ce sens». Ce à quoi l'opposition parlementaire, exception faite de celle du FFS qui avait décidé de boycotter et les débats et la séance de vote des deux textes, s'est attelée avec la bagatelle de 96 amendements proposés.

Fort malheureusement, ce ne fut que pure manœuvre du parti majoritaire puisque aucun de ces amendements n'a été retenu et ledit texte a été voté dans sa version gouvernementale ou presque, au grand dam de l'opposition qui a décidé de boycotter cette séance d'approbation.

Ceci pour dire que les deux textes qui seront épluchés, demain dimanche, au Sénat, ne courent aucun risque d'être remaniés, les

sénateurs étant acquis quasi majoritairement au clan présidentiel, n'ayant pas pour «habitude» de remettre en cause ce qui leur est proposé comme projets de lois.

Comme ce fut le cas, avant-hier jeudi, à l'occasion des «débats» autour du projet de loi organique régissant l'organisation des deux Chambres du Parlement, leurs relations, ainsi qu'avec le gouvernement.

Un texte visant à «adapter ses dispositions aux nouvelles exigences dictées par la Constitution amendée et adoptée le 7 février dernier par le Parlement», via une «meilleure coordination entre les pouvoirs législatif et exécutif sur la base du principe de séparation des pouvoirs», comme l'a souligné la ministre chargée des Relations d'avec le Parlement, Ghania Eddalia.

Et quid des avis des sénateurs ? A peine si certains d'entre eux, comme Boushaba Rachid du tiers présidentiel, a osé soutenir que ledit texte est «vidé de son sens» dès lors qu'il renvoie toutes les questions importantes au règlement intérieur des deux Chambres du Parlement».

Car pour le reste des intervenants, c'est le traditionnel satisfecit qui était de règle, saluant un projet de loi organique qui, de par ses dispositions, constitue, selon eux, une «nouvelle étape à même de renforcer la démocratie, de conforter le principe de séparation des pouvoirs et de consacrer le rôle de l'opposition parlementaire» et «renforce le rôle des membres en matière d'initiative parlementaire et de contrôle».

M. K.

REFONTE DU BAC

Consensus sur un examen en trois jours avec une fiche de synthèse

La commission installée par le ministère de l'Education nationale pour la refonte du bac a finalisé son travail. Plusieurs propositions seront déposées pour l'aval du gouvernement. Le ministère de l'Education et le partenaire social sont, cependant, tombés d'accord sur l'organisation d'un bac en trois jours, avec l'introduction de la fiche de synthèse pour les matières non composées.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le département de Nouria Benghebrit et le partenaire social, qui ont travaillé depuis une année sur la refonte du bac, ont finalisé leur copie. Le rapport final sera déposé prochainement auprès du gouvernement pour approbation. Ce dernier doit trancher entre plusieurs propositions pour sortir le nouveau format du bac avant la rentrée prochaine.

Le ministère de l'Education et son partenaire sont d'ores et déjà tombés d'accord sur deux propositions. L'organisation du bac en trois jours avec l'introduction d'une fiche de synthèse a fait l'unanimité des experts. Meziane Meriane, coordon-

nateur du Snapest, a expliqué que la fiche de synthèse ne sera pas utilisée pour le rachat, comme ce fut dans le passé, mais elle sera utilisée pour les matières qui ne seront pas composées durant les trois jours du bac.

«Nous allons additionner les moyennes générales de ces matières non composées durant les trois jours du bac et les introduire dans la moyenne générale du bac, ces matières non composées auront un seul coefficient», a expliqué M. Meriane.

Par ailleurs, le ministère de l'Enseignement supérieur, en partenariat avec celui de l'Education, a organisé, jeudi dernier, un atelier national sur la refonte du bac. Une occasion pour les pédagogues et les universitaires de présenter à leur tour leurs propositions. Ainsi, certains ont fait la promotion des épreuves orales, la révision du contenu des programmes du bac et l'organisation des examens des matières secondaires en deuxième année.

Le directeur général de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur

et de la Recherche scientifique, lui, a relevé les difficultés que rencontrent les étudiants de la première année universitaire en langues étrangères. C'est pourquoi il propose l'enseignement des matières des filières scientifiques, mathématiques, physique et sciences naturelles, en langue française, d'autant plus que la plupart des ouvrages disponibles sont en langue étrangère.

Le conseiller au ministère de l'Education nationale, Mohamed Chaïb Draa Tani, a indiqué que les réformes seront graduelles et s'étaleront jusqu'à 2020. L'évaluation continue, selon lui, pourrait être introduite dès l'année prochaine pour les classes de terminale.

La refonte du bac inclura également la révision de l'organisation, du fonctionnement et des prérogatives de l'Onec «pour devenir une véritable institution capable de préparer le baccalauréat».

La ministre de l'Education nationale devra, cependant, annoncer prochainement toutes les propositions et les changements relatifs au bac.

S. A.

LA MAUVAISE ORIENTATION EN EST LA PREMIÈRE CAUSE

Le taux d'échec en première année universitaire atteint 60%

En marge d'un atelier national sur la refonte du baccalauréat, tenu jeudi par les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, le taux d'échec en première année dans certaines spécialités universitaires est tragique.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les sciences technologiques sont les plus touchées par ce phénomène, a déclaré Seddiki Mohamed Salah Eddine, Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur. En effet, le taux d'échec en première année universitaire dans certaines de ces branches varie entre 50% et 60%. Et ce, en raison «des mauvaises orientations», a-t-il avoué.

Pour l'intervenant, l'examen du baccalauréat, dans sa configuration actuelle, «ne reflète pas le savoir acquis par l'élève

durant son cursus scolaire», alors que la moyenne obtenue à cette épreuve doit correspondre à l'orientation de l'élève en comptabilisant les notes des matières essentielles qu'englobe la spécialité choisie, a-t-il proposé. Puisque l'orientation post-bac aujourd'hui prend en considération la moyenne générale du candidat principalement, une notation aussi globale que simpliste.

Par ailleurs, la refonte de ce système a déjà commencé pour les nouveaux bacheliers de cette année qui ne sont plus contraints de mettre dix spécialités sur leur fiche de vœux. Celle-ci a été réduite au nombre de six. Au final, l'objectif du ministère de l'Enseignement supérieur, à long terme, est de «supprimer les différentes étapes précédant l'inscription définitive et permettre au nouveau bachelier de suivre la spécialité de son choix».

Le ministre de tutelle, Tahar Hadjar, l'a déclaré en mars dernier : «Nous allons fixer bien à l'avance les moyennes qu'il

faut avoir pour être habilité à suivre chacune des différentes filières universitaires. Ainsi l'étudiant saura, avant même d'intégrer le cycle secondaire, quelle moyenne il doit obtenir à l'examen du baccalauréat pour s'inscrire à la spécialité de son choix. Dès lors, élèves comme pouvoirs publics, pourront avoir une visibilité».

En attendant, c'est ce type d'ateliers coordonnant les réformes des ministères de l'Education et de l'Enseignement supérieur qui a, à sa charge, l'étude de la refonte des deux systèmes pour «une approche participative et une vision globale basée sur les compétences des élèves et des étudiants», a déclaré le responsable. En rajoutant que la réforme du baccalauréat, en phase d'examen, ne doit pas être considérée «comme étant une fin en soi, mais plutôt comme un processus de développement visant à améliorer les compétences des bacheliers et renforcer leurs connaissances».

N. B.

ASSURANCE AUTOMOBILE

Un nouveau dispositif pour une meilleure prise en charge des assurés

Un nouveau dispositif est en cours d'élaboration par les compagnies d'assurance pour une meilleure prise en charge des assurés contre les sinistres matériels de véhicules, a indiqué à l'APS le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurance (UAR), Brahim Djamel Kessali.

Ainsi, les assureurs vont signer en 2017 une convention appelée «Indemnisation directe des assurés» (IDA) qui devra permettre aux assurés contre les dommages et collisions de véhicules d'être indemnisés systématiquement sans que leur cas fasse l'objet de recours, fait-il savoir. Il s'agira pour les compagnies d'assurances d'indemniser directement leurs clients puis procéder à une télécompensation afin d'assainir entre elles les dossiers de remboursement.

Pour faciliter la mise en œuvre de l'IDA, les assureurs vont, entre autres, simplifier le constat à l'amiable d'accident (document à remplir par l'assuré en cas d'accident en vue d'indemnisation), indique le même responsable qui reconnaît que ce document est actuellement «très compliqué» et souvent mal rempli par les sinistrés.

Avec l'IDA, «il n'y aura plus de recours et le client sera remboursé au niveau de son agence d'assurance que ce soit pour la partie dommages ou pour la partie responsabilité civile», avance M. Kessali. En effet, il est constaté qu'à l'exception de l'assurance tous risques où le client est remboursé même s'il est fautif, le paiement de l'indemnisation des sinistres automobiles, pour la responsabilité civile, est effectué après de longs délais prenant parfois plusieurs années, dans le cas d'un contrat d'assurance dommages-collisions.

Avec plus d'un million de déclarations de sinistres enregistrées chaque année sur fond d'un nombre important des accidents de la route, les sociétés d'assurance se retrouvent submergées par les recours qui sont constamment stockés en attendant leur règlement, détaille-t-il. En fait, le problème se pose comme suit : les assureurs des clients victimes de dommages et collisions, qui doivent attendre les remboursements à verser par les assureurs de la partie adverse avant de les reverser aux clients victimes, se retrouvent souvent avec des montants de remboursement inférieurs aux valeurs déclarées par les victimes.

Parfois même, l'accident est déclaré par la victime chez son assureur alors que l'assuré qui est en faute n'aura rien déclaré à sa compagnie d'assurances.

Face à de telles situations, les victimes des accidents déposent des recours chez leur compagnie d'assurances laquelle demande, à son tour, à l'assureur de la partie adverse une deuxième évaluation des dommages matériels ou bien des documents complémentaires aux dossiers d'assurance, provoquant ainsi des retards.

Younès Djama